



La Commune



LA LETTRE ET LE NÉANT

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 83 – mardi 15 janvier 2019

Macron a donc jeté sa dernière boule puante sous forme de lettre aux français, sur fond de violence étatique de plus en plus extrême. Avec 32 questions qui résument sa perfidie et sa triste bouffonnerie. S'y reflète le néant de sa pensée, l'écume de ses jours. Nous n'allons pas ici commenter cette missive qui entend fonctionner comme un piège à c.... Nous avons tous idée de ce qui se cache sous cette bouteille à la mer (toxique).



Contenu

LA LETTRE ET LE NÉANT

Un peu d'histoire

« Dégagistes » ? Oui !

Une logique étatique de guerre civile

Un mouvement populaire engagé dans la lutte des classes !

Amnistie ! Réindexation !

Cette lettre de Macron survient juste après son éloge du « sens de l'effort » et sur « seul le travail donne du sens à la vie ». Inversion des termes puisque seul la vie peut donner du sens au travail et autres efforts. Or, comme chacun sait, le travail qui ne devrait jamais être un **trepalium**¹ n'est en rien orienté vers la vie mais vers le Capital concentré dans un nombre toujours plus réduit de possédants et vers les guerres, puisque celles-ci sont rentables. Quoi qu'il en soit, de même que Valls s'est peu à peu dévoilé comme le franquiste infiltré au PS qu'il a toujours été, Macron se dessine sans cesse lui-même comme pétainiste², peut-être sans même le savoir. Tout comme ce maréchal-nous-voilà, Macron s'était présenté sous la couverture du livre « Révolution » dont le contenu était « contre-révolution ». Autres temps, autre contexte, même technique... Conclusion : Macron, démission ! Oui mais, le remplacer par qui ? Personne !

Un peu d'histoire

Nous l'avons déjà écrit : tous les républicains démocratiques (dont Gambetta ³) et les socialistes, même réformistes de la fin du 19^{ème} siècle étaient contre le principe même d'un Président de la république. Tous avaient été échaudés par l'expérience de cette Présidence sous la seconde république qui avait permis à Louis-Napoléon Bonaparte d'instaurer sa dictature impériale.

En 1871, le retour au principe du Président de la république fut le fruit d'un compromis pourri entre une partie des monarchistes et les républicains opportunistes (qui se définissaient alors eux-mêmes comme opportunistes, les républicains se divisant en « opportunistes » et « radicaux »). Ce pacte historique était la réaction à la Commune de Paris qui venait d'être écrasée...Une répression terroriste que Macron applaudit encore, de nos jours ⁴ !

Le mouvement ouvrier renaissant au début des années 1880 militait pour la suppression du Sénat et de la Présidence de la république. Le mot d'ordre d'Assemblée nationale unique concentrant tous les pouvoirs, législatifs et exécutifs, fut repris en 1945 pendant une brève période par le Parti communiste français.

Voilà les raisons historiques qui font que nous ne militons pas pour « un autre président ». Les raisons immédiates sont plus simples : avant de se demander par qui remplacer Macron, demandons-nous comment le révoquer.

« Dégagistes » ? Oui !

Quand la grande majorité des Gilets jaunes scandent Macron, démission, ce n'est certainement pas pour qu'il soit remplacé par un nouveau Président capitaliste.

Nous sommes donc résolument « dégagistes », comme l'étaient les masses tunisiennes en 2010, les masses argentines en 2001. En 2010, les manifestants tunisiens scandaient « Ben Ali, dégage ! », en 2001-2002, les manifestants argentins scandaient « qu'ils s'en aillent tous et qu'il n'en reste aucun ! »

Une logique étatique de guerre civile

Tout comme Pétain, Macron est engagé dans une logique de guerre civile, avec pour seule diplomatie, sa Lettre « aux français » (les millions de salariés, de réfugiés qui n'ont pas la nationalité française sont donc des exclus, d'office. Ce qui lui permet d'interroger les gens sur l'immigration, sans les premiers concernés et d'écarter d'office l'égalité des droits qui est pourtant l'intérêt commun des travailleurs français et pas français)

Cette lettre est donc sa piètre offensive diplomatique de guerre civile. Plus on veut la guerre, plus on parle de paix...

La guerre civile « entre français » est la dernière et dangereuse parade du pouvoir pour parer à la lutte des classes qui s'avance sous le gilet jaune : réindexation sur les prix des salaires, pensions, allocations handicapés est la revendication qui soudent entre eux l'immense majorité des manifestants et occupants des ronds-points en gilet jaunes.

Une revendication à laquelle tournent le dos Martinez, au nom extorqué de la CGT, Veyrier, au nom non moins usurpé de FO.

Un mouvement populaire engagé dans la lutte des classes !

Nous avons déjà dit ce que nous avons à dire à propos des pédants de « la tribune des travailleurs » qui voient dans la mobilisation GJ un mouvement « interclassiste », terme issu d'un jargon qui n'est pas forcément fait pour être compris du plus grand nombre...Il s'agit d'un mouvement populaire engagé pleinement dans la lutte des classes, ce qui n'a évidemment rien à faire avec le populisme ou poujadisme, puisque c'est exactement le contraire !

Amnistie ! Réindexation !

Dans l'immédiat, il y a urgence pour qu'un large Front unique des associations de défense des droits fondamentaux et des organisations syndicales se lève pour l'amnistie totale des Gilets jaunes, syndicalistes,

lycéens condamnés, l'arrêt des comparutions immédiates et de toutes les poursuites en cours. Une première pétition sur ce terrain est déjà lancée, c'est un premier pas que nous saluons.

Il est tout autant urgent que les confédérations et unions syndicales engagent une campagne nationale pour la Réindexation des salaires, pensions et minima sociaux.

Quant au « débat national » et ses questions piégées : Boycott, pour sûr ! Pourquoi ? Parce que : Macron-démission, tout simplement.

Le 15-01-2018

1 Trepalium (déformation de tripalium) a donné en français le mot travail. Instrument de torture

2 Nous n'entendons pas par-là que Macron serait un nostalgique de la Collaboration avec Hitler, mais bien de la dite « Révolution nationale » qui plaisait aussi à De Gaulle, anti - collaboration, comme chacun sait.

3 « *Un homme ne peut pas incarner la République ; non ! Il peut la représenter comme fonctionnaire, il doit la défendre comme citoyen [...] C'est précisément dans ce caractère collectif, unanime, général du gouvernement républicain que se trouve son excellence et sa supériorité* ». Léon Gambetta, cité par Gaston Bonheur, dans « La République nous appelle ». Robert Laffont, éditeur 1965- page 251

4 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/Lettre-d-infos/Dehors-Macron-le-versaillais-i1772.html>

Modifié le mardi 15 janvier 2019

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>